



MAIRIE
DU
FOUSSERET

ARRÊTÉ MUNICIPAL

№2026041

Tendant à, temporairement, interdire la circulation et le stationnement pendant une livraison de matériaux chez Monsieur ROBERT Marc, 11 RUE MAUBEC,

Le Maire de la Commune du FOUSSERET,

- Vu la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

- Vu le Code de la Route,

- Vu le Code de la Voirie Routière,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

- Vu la demande de M. Marc ROBERT, en date du 24 avril 2026,

CONSIDERANT que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRÊTE :

Article 1^{er} : La circulation et le stationnement seront temporairement réglementé **RUE MAUBEC**, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable le **MERCREDI 29 AVRIL 2026**, de 09 heures à 12 heures, selon les besoins du chantier.

Article 2 : Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :

➤ **Circulation et stationnement interdits, de la Rue des Jardins à la Rue Notre Dame,**

➤ **Double sens de circulation Rue des Jardins, uniquement pour les riverains.**

Article 3 : Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

Article 4 : La signalisation de chantier sera mise en place, au niveau de la place des Jardiniers, entretenue et déposée, par l'entreprise ou la personne chargée des travaux.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Article 7 : Le Maire,
Le chef de brigade de Gendarmerie du Groupement de Cazères,
Monsieur Marc ROBERT,
seront destinataires du présent arrêté et chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait au Fousseret, le 24 Avril 2026

Le Maire-Adjoint,

Cédric BAÑULS

